

Christian MONTFORT
Commissaire enquêteur

--- ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE ---

OUVERTE DU VENDREDI 15 FEVRIER 2019 AU LUNDI 18 MARS 2019 INCLUS
EN MAIRIES DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE ET DE FOS-SUR-MER
(BOUCHES-DU-RHONE)

SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
DE LA SARL VIRTUO FOS1
AVEC LA CREATION D'UN ENTREPOT LOGISTIQUE (LOT A6)
AINSI QUE L'OBTENTION DU PERMIS DE CONSTRUIRE CORRESPONDANT
SUR LA COMMUNE DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE (13)

(Arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 18 janvier 2019)

--- **RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR** ---
(Décision T.A N°E18000155/13 du 7 janvier 2019)

SOMMAIRE

1)- LA MISSION	P 4
2)- LE PROJET	P 5
21)-Aspects socio-économiques	
22)-Aspects administratifs et réglementaires	
221)-Classement du site	
222)-Compatibilité avec le POS/PLU	
223)- Permis de construire	
224)- Avis des conseils municipaux et de la collectivité territoriale	
225)- Autorisation d'exploiter	
23)-Aspects techniques	
231)-Les aménagements	
a)-Constructions	
b)-Aménagements extérieurs	
c)- Aménagement d'espaces paysagers	
232)-Les produits stockés	
233)-Le mode de stockage	
3)- RUBRIQUES ICPE CONCERNEES	P 12
31)- Activités soumises à autorisation	
32)- Activités soumises à déclaration	
33)- Activités non classées	
4)- ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	P 14
41)- Milieu naturel initial	
42)- Etat actuel du milieu	
43)- Patrimoine architectural	
44)- Environnement humain	
5)- ETUDE D'IMPACT	P 16
51)- Pollution de l'eau	
511)- Approvisionnement et consommation	
512)- Rejets	
5121)- Eaux domestiques	
5122)- Eaux pluviales	
5123)- Eaux d'extinction d'un incendie	
5124)- Eaux polluées par déversement accidentel	
52)- Pollution de l'air	
53)- Bruit et vibrations	
54)- Déchets	
55)- Accès au site et trafic routier	
56)- Etude de Dangers	

6)- L'ENQUETE	P 22
<i>61)- Publicité de l'enquête</i>	
<i>62)- Constitution du dossier d'enquête</i>	
<i>63)- Déroulement de l'enquête</i>	
7)- EXAMEN DES CONTRIBUTIONS	P 26
<i>71)-Observations du public</i>	
<i>72)- Contributions des Personnes et Organismes Associés (POA)</i>	
<i>73)- Examen par le commissaire enquêteur</i>	
<i>-731)- Concernant le trafic routier sur la RD 268</i>	
<i>-732)- Concernant l'incidence du projet sur l'environnement</i>	
8)- CONCLUSION	P 31

PIECES ANNEXES

- Annexe 1 Certificat d'affichage de l'avis au public (Port-Saint-Louis-du-Rhône)
- Annexe 2 Certificat d'affichage de l'avis au public (Fos sur Mer)
- Annexe 3 Extrait du registre des délibérations - Conseil Municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône du 26 février 2019
- Annexe 4 Publications dans deux journaux locaux ("La Provence" et "La Marseillaise")
- Annexe 5 Avis du CNPN en date du 22 février 2019
- Annexe 6 Courrier en date du 7 mars 2019 de la ville de Fos-sur-Mer
- Annexe 7 Procès verbal de synthèse
- Annexe 8 Mémoire en réponse de VIRTUO au procès verbal de synthèse

1)- LA MISSION :

Je soussigné, Christian MONTFORT, ai été désigné par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille -décision du Tribunal Administratif N°E18000155/13 du 7 janvier 2019- en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique unique (ICPE et permis de construire) au sujet de la demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique par la société **VIRTUO FOS 1** au sein de la Zone Distriport (lot A6), sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône(13230)..

Par arrêté du 18 janvier 2019, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a prescrit l'ouverture de l'enquête publique unique relative à cette demande.

Cette enquête devant se dérouler durant un mois, du vendredi 15 février 2019 au lundi 18 mars 2019 inclus, dans les locaux de la mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône (13230), au 3 avenue du Port, ainsi que dans les locaux de la mairie de Fos-sur-Mer (13270), avenue René Cassin

Cet Arrêté prévoit en particulier que le commissaire enquêteur devra recevoir le public :

-à Port-Saint-Louis-du-Rhône les :

- vendredi 15 février 2019 de 9h à 12h
- jeudi 21 février 2019 de 14h à 17h
- vendredi 1er mars 2019 de 14h à 17h
- mercredi 6 mars 2019 de 9h à 12h
- lundi 18 mars 2019 de 14h à 17h

-à Fos-sur-Mer les :

- lundi 18 février 2019 de 9h à 12h
- vendredi 8 mars 2019 de 14h à 17h

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution de cette mission, qui consistait en :

- prendre connaissance du dossier et visiter les lieux
- parapher les deux registres d'enquête à feuillets non mobiles cotés déposés dans les mairies de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos-sur-Mer en vue respectivement de leur consultation par le public et de recevoir ses observations éventuelles
- recevoir en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône les observations écrites adressées au commissaire enquêteur
- recevoir par voie électronique les observations du public sur le site internet de la préfecture
- recevoir personnellement les observations du public en les mairies de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos-sur-Mer aux dates fixées par Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône
- clôre et signer les registres d'enquête à l'expiration du délai d'enquête
- examiner les observations consignées ou annexées aux registres d'enquête
- rencontrer, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquer les observations écrites et orales du public, consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, ses observations

éventuelles

-dans les trente jours à compter de la clôture de l'enquête, adresser à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône le dossier d'enquête accompagné d'un rapport relatant le déroulement de l'enquête, et les conclusions motivées du commissaire enquêteur

2)- LE PROJET

21)-Aspects socio-économiques :

VIRTUO FOS 1 est une SARL filiale du groupe VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY, société spécialisée dans la gestion de projets immobiliers logistiques.

VIRTUO met à disposition de ses clients, tout son savoir-faire et son expertise de l'investissement, du développement, de la construction et de la gestion de plateformes logistiques. Pour cela elle développe par les biais de ses filiales, dont VIRTUO FOS 1 SARL, des projets immobiliers destinés soit à la vente soit à la location sous contrat de bail commercial.

VIRTUO intervient pendant toute la durée de vie d'un entrepôt, que ce soit pendant la phase de conception, de réalisation, de gestion, d'acquisition, de cession et même en fin de cycle pour la reconversion du site. VIRTUO propose le développement de plateformes logistiques « clé en main ». À cet effet, VIRTUO intervient auprès de ses clients comme interlocuteur unique et pilote les différentes étapes de leurs projets.

Depuis 2010, la société VIRTUO INDUSTRIAL PROPERTY et ses filiales ont développé plusieurs programmes d'envergure, destinés à divers grands groupes et opérateurs nationaux.

Le présent projet consiste en la création d'un entrepôt logistique dans la zone Distriport. Le lot A6, objet du dossier VIRTUO FOS 1, présente une surface totale de 86.031 m² dont 42.922 m² de bâtiments.

L'entrepôt abritera des activités de réception, de stockage, de préparation de commandes et de réexpédition de marchandises (produits industriels, agro-alimentaire, combustibles, marchandises dangereuses).

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter envisage (en termes de flux prévisionnel) des activités de réception/expédition par voie routière générant un trafic estimé à 140 véhicules légers et 200 camions par jour.

Les effectifs prévus sur ce site sont donnés à titre indicatif car ils pourront évoluer en fonction du type d'exploitation et de la charge de l'entrepôt. Ils sont estimés à environ 120 personnes.

L'entrepôt sera susceptible d'être exploité tous les jours de l'année.

Pour ce type d'activité, le travail pourra être réalisé en deux postes, du lundi au dimanche.

Le bâtiment de stockage est prévu en termes de bureaux et locaux sociaux pour un effectif moyen de 60 personnes par poste.

Les rythmes d'activités seront les suivants :

-pour le personnel d'exploitation de l'entrepôt : en deux postes de 6h à 22h du lundi au dimanche

-pour le personnel administratif : en journée dans la plage horaire 7h-20h du lundi au

vendredi.

22)-Aspects administratifs et réglementaires :

221)-Classement du site :

L'entrepôt projeté fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale car il sera classé à Autorisation au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : 1510 / 1530 / 1532 / 2662/ 2663. Par ailleurs, le site sera également classé à Déclaration pour les rubriques suivantes : 1436 / 2910 / 2925 / 4320 / 4321 / 4330 / 4331 / 4802. Le site n'est pas classé Seveso par dépassement direct d'un seuil ou par la règle des cumuls.

222)-Compatibilité avec le POS/PLU :

Le projet en cause constitue une demande d'autorisation d'exploiter un bâtiment logistique, constituant une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Il est compatible avec la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) et le SCOT Ouest Etang de Berre.

Le PLU de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a été arrêté et devrait être approuvé en mai 2019. Actuellement la commune est en Règlement National d'Urbanisme (RNU), mais le projet s'insère au sein de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer, qui constitue une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC).

L'urbanisation ne peut être autorisée dans cette zone que dans le cadre du règlement de cette ZAC, en l'occurrence au niveau du lot A6 dans la zone DISTRIPORT, suivant le découpage du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM ex Port Autonome de Marseille-PAM).

Le projet s'insère donc au sein de la zone industrialo-portuaire de DISTRIPORT, zone à vocation logistique autorisée au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 par arrêté préfectoral n°95-221/19-1995 E-A du 2 novembre 1995 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°36-2007-EA du 27 septembre 2007. A cet effet, la zone de DISTRIPORT a fait l'objet d'une étude d'impact qui a été annexée à la demande.

Ces deux arrêtés autorisent le GPMM à procéder aux travaux de création et d'aménagement et à exploiter la plate-forme logistique « DISTRIPORT » à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Le site de la Société VIRTUO FOS 1 S.A.R.L. abritera une activité logistique cohérente avec la vocation de la zone, ainsi que stipulé dans l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1995 :

« La plateforme occupe une surface de 168 hectares dont 160 sont réservés aux activités d'entreposage, de groupage/dégroupage et activités connexes. »

La parcelle d'implantation du projet VIRTUO FOS 1 est impactée par le risque toxique et le risque de surpression à 35 mbar. Des dispositions constructives sont prises pour couvrir ces risques (local de confinement et utilisation de vitrages renforcés ou filmés).

Cette parcelle est également impactée par le risque inondation et concernée par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) Rhône et submersion marine sur la commune

de Port-Saint-Louis-du-Rhône approuvé le 21 juin 2016. Elle est inscrite dans la zone ESM1 (Espace Stratégique en Mutation-aléa modéré) où la construction de bâtiments d'activités économiques est autorisée sous des réserves édictées par le PPRI.

223)- Permis de construire :

La demande de permis de construire l'entrepôt VIRTUO FOS 1 fait l'objet de la présente enquête publique unique (commune avec la demande d'Autorisation Environnementale-ICPE)

Préalablement au dépôt de la demande de permis de construire la société VIRTUO FOS 1 SARL a déposé sur le site du projet une demande de certificat d'urbanisme informatif, instruit par la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône sous la référence CU 013 078 17 S0014. Ce certificat d'urbanisme informatif a été délivré par la commune en date du 19 avril 2017.

La société VIRTUO FOS 1 SARL a déposé en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône le 12 juillet 2017 (complété le 18 septembre 2017) une demande de permis de construire un bâtiment logistique (en l'occurrence un entrepôt couvert) sur le lot A6 de l'opération FOS DISTRIPORT rattachée à la Zone Industriale-Portuaire de Fos-sur-Mer (ZIF) du GPMM. Ce lot A6 est rattaché à la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône dans son intégralité, et présente une surface totale de 86 031 m². Il est cadastré en section B sous la référence 1027.

Le 21 juin 2018 Monsieur le Maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône a sollicité l'organisation d'une enquête publique unique au titre du permis de construire et au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Environnement.

224)- Avis des conseils municipaux et de la collectivité territoriale :

Conformément aux dispositions de l'article R181-38 du Code de l'Environnement, le conseil municipal de la commune où l'installation projetée doit être implantée (Port-Saint-Louis-du-Rhône) et celui de chacune des communes dont le territoire est atteint par le rayon d'affichage (Fos sur Mer), ainsi que la Métropole Aix Marseille Provence sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

Ne peut être pris en considération que l'avis exprimé, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Le commissaire enquêteur a reçu pendant le déroulement de l'enquête un extrait de la délibération du conseil municipal du 26 février 2019 de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône (joint en annexe N°3 du présent Rapport). Ce conseil a émis un avis favorable au projet VIRTUO FOS 1, en émettant trois réserves portant sur :

- l'absence d'utilisation du mode ferroviaire
- le respect de l'engagement pris par le GPMM de mettre en œuvre les mesures compensatoires relatives à la destruction d'espèces protégées
- le respect de l'engagement pris par le Conseil Départemental de doubler la RD268 qui dessert la ZIP de Fos

Par courrier en date du 7 mars 2019, le maire de la commune de Fos-sur-Mer attire l'attention sur :

- l'effet lié à l'accroissement du trafic routier (encombrement, bruit, pollution, incidence sur la santé publique), nécessitant un aménagement du réseau routier
- la nécessité de privilégier le mode ferroviaire

Ces avis et remarques sont examinés plus loin (§73 Examen par le commissaire enquêteur).

225)- Autorisation d'exploiter :

Le 7 juillet 2017 Monsieur le Gérant de la société VIRTUO FOS 1 SARL a déposé une demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert sur le lot A6 de l'opération FOS DISTRIPORT rattachée à la Zone Industriale-Portuaire de Fos-sur-Mer (ZIF) du GPMM.

Pour ce nouveau projet sur Distriport, VIRTUO FOS 1 SARL sera titulaire de l'arrêté d'autorisation d'exploiter et il lui incombera de ce fait de s'assurer du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

A ce titre, VIRTUO FOS 1 SARL mettra en place les formations, audits et exercices adéquats avec ses locataires.

Les contrats de location liant les sociétés propriétaires des bâtiments aux exploitants, intègrent pour ces derniers les obligations :

- de respecter l'arrêté d'autorisation environnementale délivré
- de faire procéder à une vérification annuelle des quantités de marchandises stockées pour chaque rubrique de classement
- de prendre en charge tous les travaux de mise en conformité liés à l'évolution de leur exploitation
- de souscrire les contrats de vérification et d'entretien nécessaires au maintien permanent du bon fonctionnement des installations.

23)-Aspects techniques :

231)-Les aménagements :

Le projet d'entrepôt VIRTUO FOS 1 est implanté sur un terrain de 86 031m².

Les surfaces de stockages sont constituées d'un entrepôt couvert compartimenté en quatre cellules de stockage accolées (trois d'environ 12.000m² et une d'environ 6.000m²), totalisant 41.866,3 m² de surface de plancher.

Le site est équipé de deux zones de stationnement dédiées respectivement aux véhicules légers et aux poids lourds:

- Le parking VL totalise 73 places (68 dédiées au personnel et 5 dédiées aux visiteurs), dont 2 places adaptées et réservées aux Personnes à Mobilité Réduite positionnées au plus près du cheminement d'accès des piétons au Bâtiment A
- Le parking PL comprend la création de 8 places de stationnement internes au site, positionnées en longueur, en fond de cour PL Sud-Ouest.

Le stationnement couvert des deux roues motorisés ou non sera assuré par le Bâtiment C offrant une surface abritée de 9,5 m².

Trois bassins de rétention d'eaux pluviales sont aménagés :

- Bassin 1, non étanché, recevant les EP collectées sur la toiture du Bâtiment A, pour un volume de 2.108 m³.
- Bassin 2, étanché, recevant les EP issues du ruissellement sur les espaces de voirie constitués, pour un volume de 1.422 m³
- Bassin 3 de 280 m³, étanché, servant à la rétention de produits réglementés en cas de fuite accidentelle de produits dans la cellule de stockage 04-2 spécifiquement dédiée à ces produits

De manière plus détaillée, le projet se décompose en trois objets : constructions, aménagements extérieurs et aménagement d'espaces paysagers :

a)-Constructions :

BATIMENT A :

La construction principale projetée, dite BATIMENT A, est un bâtiment à usage de plate-forme logistique portuaire, représentant 42.710,0 m² de surface de plancher sur une emprise au sol de 42.922,4 m².

Cette entité regroupe principalement :

- un espace à usage d'entrepôt :

Cet espace est compartimenté en quatre cellules de stockage accolées, totalisant 41.866,3 m² de surface de plancher, pour un volume de 575.400m³.

La conception du projet est conforme à l'Arrêté du 11 Avril 2017 relatif aux prescriptions générales concernant les Entrepôts Couverts soumis à la Rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des ICPE.

Les cellules de stockage présentent une hauteur libre sous poutre minimale de 11,90m sous ferme. Cette hauteur induit une hauteur généralisée à l'acrotère à +14,00 par rapport au Niveau 0,00 du projet..

Les cellules 1 à 3 présentent une surface utile inférieure à 12.000 m², séparées entre elles par des parois coupe-feu et protégées par un système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler). La cellule 4 (environ 6.000m²), positionnée au sud-est du volume, est elle-même recoupée par une cellule spécifique de 2500 m² afin de pouvoir stocker des produits réglementés.

Ces cellules sont destinées à recevoir les marchandises stockées par le futur exploitant.

Le mode de stockage dépendant totalement de la typologie des produits stockés et du type d'exploitation envisagées, la précision des dispositifs de stockage (en racks, en masse, en étagères...) ne peut être assurée à ce jour.

Le projet a toutefois été optimisé en termes de trames structurelles, afin de recevoir un stockage en racks avec des allées de 3,0 m de largeur utile.

Les cellules sont implantées linéairement suivant l'axe Sud-Est / Nord-Ouest du site, dans une orientation approximativement parallèle à la limite Nord-Est de l'unité foncière.

Les cellules sont desservies par une cour Poids Lourds en façade Sud-Ouest, disposant de 70 portes à quai sur abris, et 1 accès plain-pied.

- un espace technique :

Ce volume représentant 119,9 m² de surface taxable est positionné en façade nord-est, à l'angle Nord du volume des cellules de stockage.

Il abrite la chaufferie et le local sprinkler. Les réserves d'eau aériennes alimentant le système sprinkler sont implantées dans la continuité de ce volume.

- un volume de Bureaux / Locaux Sociaux :

Le volume abritant les Bureaux/Locaux Sociaux est implanté à l'angle Ouest de la Cellule 1. Il représente une surface de plancher développée de 652,6 m² développée sur 2 niveaux principaux, sur une emprise de 471,7 m².

Ce volume intègre dans son emprise les espaces techniques Transfo et TGBT, représentant 54,7 m² de surface taxable.

-Un local de charge :

Ce local est positionné en pignon Nord-Ouest de la Cellule 1, dans la continuité du volume Bureaux/Locaux sociaux. Il représente 148,8 m² de surface de plancher.

BATIMENT B :

Ce bâtiment à usage de poste de garde constitue 42,3 m² de surface plancher sur une emprise au sol de 65,7 m².

Il est implanté au point d'entrée des Poids Lourds sur la cour sud-ouest, à proximité de l'angle ouest du BATIMENT A.

BATIMENT C

Ce bâtiment non constitutif de surface plancher est à usage d'abri deux-roues. Il abrite une emprise au sol de 9,5 m².

-BATIMENT D

Ce bâtiment représentant 7,6 m² de surface taxable non constitutif de surface plancher est un poste de livraison électrique. Il abrite une emprise au sol de 10,0 m².

b)-Aménagements extérieurs :

Le projet de la société VIRTUO FOS 1 S.A.R.L. intègre l'aménagement de l'ensemble des espaces extérieurs nécessaires à son fonctionnement, soit :

- les espaces nécessaires à la circulation, au stationnement et à l'évolution des véhicules PL accédant sur le site, dont le trafic est estimé à 200 véhicules/jour, soit 400 mouvements journaliers,
- les espaces nécessaires à la circulation et au stationnement des véhicules légers du

personnel et des visiteurs, évalués à 140 véhicules/jour, soit 280 mouvements journaliers, ainsi que les espaces et équipements dédiés à la circulation sécurisée des piétons sur le site,

-les espaces et équipements créés pour la lutte contre l'incendie et la surveillance du projet,

-les ouvrages permettant la connexion aux réseaux d'adduction et d'assainissement.

c)- Aménagement d'espaces paysagers :

Le projet de la société VIRTUO FOS 1 S.A.R.L. comprend l'aménagement d'espaces paysagers destinés à limiter l'impact visuel du projet, en cohérence avec les prescriptions réglementaires opposables.

232)-Les produits stockés :

La nature des marchandises dépendra du type de sociétés qui occuperont les cellules de stockage. Il pourra s'agir d'industriels, pour leurs propres besoins de stockage, ou de logisticiens.

La gamme de ces marchandises est cependant bien ciblée sur les produits manufacturés de l'industrie ou de la grande distribution :

-Les matières incombustibles : Une partie des marchandises est incombustible : verre, métal, poterie, vaisselle et matériaux de construction. La présence de matériaux incombustibles permet de limiter la propagation d'un incendie, en cloisonnant les autres matériaux et en limitant le rayonnement thermique.

-Les matières plastiques : Le classement des ICPE distingue :

- les polymères utilisés comme matière première (granulés de polypropylène par exemple)
- les marchandises et produits finis comprenant dans leur composition plus de 50% en poids de matières plastiques :

-Les papiers cartons et bois : Ces matières sont des matériaux bruts (bobines de papier, marchandises transformées telles que journaux, meubles, emballages, palettes...

-Les produits alimentaires : Les denrées agro-alimentaires sont des solides ou des liquides. Les solides sont généralement des combustibles à faible pouvoir calorifique : produits frais, biscuits, produits secs.. Les liquides sont soit des ininflammables (eau, boissons), soit des combustibles ou inflammables (alcools, par exemple). Lorsque ces liquides sont conditionnés en verre, la propagation d'un incendie éventuel est limitée. Ces liquides sont en conditionnement de faible volume : 0,75 litre généralement.

-Les matières dangereuses : Certains produits de consommation courante peuvent être classés dangereux. Ainsi pour chaque classe de substances dangereuses, des quantités maximales susceptibles d'être stockées sur le site ont été définies :

-aérosols : 1 220 t

-liquides inflammables : 104 m3

-liquides combustibles : 400 m³

-alcools de bouche : 49 m³

-Les matières combustibles en général : toutes les matières présentant un pouvoir calorifique non nul mais qui ne sont pas visées explicitement par des rubriques de la nomenclature des ICPE. On y retrouve les produits de grande consommation de manière générale.

233)-Le mode de stockage :

Différents scénarios de stockage sont envisageables pour l'entreposage des marchandises à l'intérieur du bâtiment :

- stockage sur palettiers, les racks de stockage étant espacés pour permettre le passage et la manœuvre des chariots

- stockage en masse (par gerbage des palettes). Les stockages de produits en masse répondront aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 11/04/17 et formeront des îlots d'une surface maximale au sol de 500 m² sur une hauteur maximale de 8 m. La distance entre deux îlots devra être de 2 mètres minimum.

Les cellules 1 à 3 seront identiques et auront les caractéristiques suivantes :

Surface d'une cellule de stockage : 12 000 m²

Nombre total de palette dans une cellule : 19 440 palettes

Tonnage matières combustibles d'une cellule : 11 664 t

La cellule 4 aura les caractéristiques suivantes:

Surface de la cellule de stockage : 6 000 m²

Nombre total de palette dans la cellule : 9 720 palettes

Tonnage matières combustibles de la cellule : 5 832

La zone aménagée pour les matières dangereuses au sein de la cellule 4 aura quant à elles les caractéristiques suivantes :

Surface de la cellule de stockage : 2 500 m²

Nombre total de palette dans la cellule : 4 860 palettes

Matières combustibles d'une cellule : 2 916 t

Dont nombre de palettes de produits dangereux relevant des rubriques 1436/4331/4331 : 1 620 palettes

Tonnage correspondant : 810 tonnes

3)- RUBRIQUES ICPE CONCERNEES :

Cette plate-forme logistique portuaire constitue une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les activités industrielles qui relèvent de la législation des installations classées sont énumérées dans la nomenclature qui les soumet soit à un régime d'autorisation, soit à un régime de déclaration.

Cette installation sera exploitée dans le cadre de baux locatifs, par un ou plusieurs utilisateurs à ce jour indéfinis.

Cette méconnaissance des utilisateurs futurs implique la conception d'un bâtiment le plus polyvalent et le plus optimisé possible.

Ce projet ne constitue pas un Etablissement Recevant du Public (ERP).

31)- Activités soumises à autorisation :

-1510-1 / Stockage de matières combustibles en entrepôt couvert :

Capacité de stockage évaluée à 575 400 m³, ou 41 000 tonnes de matières

-1530-1 / Stockage de marchandises en papiers ou cartons :

Volume susceptible d'être stocké évalué à 102.060 m³ environ

-1532-1 / Stockage de marchandises en bois ou matériaux analogues :

Volume susceptible d'être stocké évalué à 102.060 m³ environ

-2662-1) / Stockage de polymères :

Volume susceptible d'être stocké évalué à 102.060 m³ environ

-2663-1-a) / Plastiques alvéolaires entrant dans la composition des matériaux stockés, ou dans leurs emballages. :

Volume susceptible d'être stocké évalué à 102.060 m³ environ

-2663-2-a) / Autres cas et pneumatiques :

Volume susceptible d'être stocké évalué à 102.060 m³ environ

32)- Activités soumises à déclaration :

-2910-a-2 / Chaudière au gaz naturel de puissance thermique de l'ordre de 2,8 MW

-2925 / Local de charge d'accumulateurs :

Puissance de courant continu : environ 250 kW

-4320-2 / Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 :

Quantité susceptible d'être présente : 20 tonnes

-4321-2 / Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 :

Quantité susceptible d'être présente : 1200 tonnes

-4330-2 / Liquides inflammables de catégorie 1 :

Quantité susceptible d'être présente : 5 tonnes

-1436-2 / *Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C :*

Quantité susceptible d'être présente : 400 tonnes

-4331-3 / *Stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 :*

Quantité susceptible d'être présente : 99 tonnes

33)- Activités non classées :

-4755-2 / *Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants :*

Quantité susceptible d'être présente : 49 m³

-4802-2-a / *Gaz à effet de serre fluorés :*

Quantité de gaz R134a susceptible d'être présente : 260 kg

Le rayon d'affichage maximal est de 2km, ce qui a imposé l'affichage sur les communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos-sur-Mer

4)- ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT :

Il convient au préalable de définir ce que l'on qualifie d' «état initial» lorsqu'on évoque la ZAC Distriport, du fait :

- d'une part de l'implantation progressive de onze entrepôts logistiques depuis la création de Distriport en 1995

- d'autre part du remblaiement des terrains d'emprise encore en friche à ce jour.

Pour les besoins de la présente enquête, nous avons pris le parti de distinguer :

- le milieu naturel initial, avant la création de la ZAC Distriport

- l'état actuel du milieu

41)- Milieu naturel initial:

Le site est inclus dans la ZNIEFF « Salins du Caban et du Relai – Etang de l'Oiseau ».

D'autres ZNIEFF sont recensées dans un environnement plus lointain.

La ZICO « Marais entre Crau et Grand Rhône – Meyranne, Chanoine, Plan de bourg et salins du Caban » est à 800 m au Nord-ouest du projet.

Aucun arrêté préfectoral de protection de biotope n'a été instauré dans l'aire d'étude.

Aucune réserve naturelle n'est recensée dans l'aire d'étude.

Plusieurs sites Natura 2000 sont situés à proximité du site du projet.

Le projet n'est pas inclus dans le périmètre du Parc Naturel Régional de Camargue.

42)- Etat actuel du milieu :

Le projet s'insère au sein de la zone industrialo-portuaire de DISTRIPORT, zone de 168 hectares à vocation logistique autorisée au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 par arrêté préfectoral n°95-221/19-1995 EA du 2 novembre 1995 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°36-2007-EA du 27 septembre 2007.

L'impact sur la faune et la flore a été étudié à l'époque à l'échelle de la ZAC DISTRIPORT. L'expertise faune-flore de 1995 avait mis en évidence une zone humide riche d'un point de vue faunistique malgré son emplacement proche de la route. La zone humide identifiée recouvrait une partie du projet.

L'arrêté préfectoral du 2 novembre 1995, autorisant l'aménagement et l'exploitation de la plate-forme logistique Distriport, prescrivait alors des actions à engager dans le but de préserver et de valoriser une zone humide de 8 hectares (article 2.1 de l'arrêté).

Lors d'études complémentaires réalisées par le GPMM, il a été constaté que les fonctionnalités écologiques de la zone ne pouvaient être maintenues et que le site ne se prêtait pas à l'accueil ornithologique dans de bonnes conditions.

Une nouvelle zone de protection des milieux naturels d'une superficie de 11 ha a été définie par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2007 concernant l'autorisation d'aménagement et d'exploitation de la plateforme logistique Distriport.

Cette nouvelle zone remplace la zone de protection de 8 hectares citée dans l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1995. Implantée à l'extrémité nord-ouest de la zone Distriport, elle se situe à environ 800 m du projet.

Le GPMM a suivi les prescriptions de cet arrêté préfectoral complémentaire :

- il a réalisé en 2008 des travaux de génie écologique (à hauteur de 400 k€) pour en améliorer le potentiel
- il a fait procéder en 2011 à un suivi écologique du site pour évaluer son état de conservation et sa richesse faunistique et floristique.

Parallèlement, le GPMM a engagé depuis plusieurs années la commercialisation, l'aménagement et la viabilisation de la zone logistique Distriport, impactant notablement le «milieu naturel initial».

Ainsi, depuis 2004, onze logisticiens s'y sont au fur et à mesure installés, occupant à ce jour une surface de 95,9 hectares, soit 60% des 160 hectares «utiles» de la ZAC Distriport, et des dépôts de remblais ont été effectués sur des lots non affectés dans le cadre de l'aménagement général de la zone.

Nonobstant l'impact de ces aménagements successifs, et du fait de la forte suspicion de présence d'espèces protégées, une décision collective, portée par les récents porteurs de projets de nouvelles plateformes logistiques (Virtuo Fos 1, Virtuo Fos 2, WLife et Mediacor) a été de poursuivre les études environnementales afin d'obtenir un état initial actualisé et complet sur le plan de la biodiversité, permettant de répondre le cas échéant à la réglementation en vigueur dans ce domaine.

Les résultats du Volet Naturel d'Étude d'Impacts, rendus en juillet 2018 par le bureau d'études ECOMED, ont confirmé la présence d'espèces protégées pionnières et opportunistes sur les espaces remblayés.

43)- Patrimoine architectural :

Le projet n'est pas dans le périmètre de protection d'un monument historique.

Absence de zone de présomption archéologique

44)- Environnement humain :

Absence d'établissement recevant du public dans un rayon de 2 km

Une seule voie d'accès à la zone Distriport (RD268)

Plusieurs sites SEVESO dans l'environnement proche du site

5)- ETUDE D'IMPACT :

Une étude d'impact de 600 pages instruit le dossier d'enquête

51)- Pollution de l'eau :

511)- Approvisionnement et consommation :

Aucun forage ou prélèvement sur la nappe phréatique ne sera réalisé, la totalité de l'eau d'alimentation provenant du réseau d'adduction d'eau potable de la Zone Industrielle de Fos.

Les activités de stockages et préparation des commandes ne sont pas consommatrices d'eau. Seuls les locaux sociaux seront à l'origine de la consommation d'eau sur site.

L'entretien courant des sols se fera par balayage et aspiration des poussières.

Un clapet anti-retour évitera toute pollution du réseau d'adduction.

512)- Rejets :

Aucun réseau d'égout n'a été aménagé dans la Zone Industrielle de Fos. La plateforme VIRTUO FOS 1 devra par conséquent assurer un assainissement sélectif et autonome pour chaque type d'effluent liquide recensé ci-après afin qu'il subisse un traitement adéquat avant d'être rejeté.

Les eaux et rejets liquides issus de l'entrepôt consistent en :

- les **eaux domestiques** : installations sanitaires (WC et douches), fontaines
- les **eaux pluviales** (toitures ou voirie)
- les **eaux d'extinction** d'un incendie
- les **déversements accidentels** de produits liquides

Il est prévu les dispositions ci-après :

5121)- Eaux domestiques :

L'assainissement des eaux usées domestiques sera assuré par un assainissement autonome en l'absence de réseau d'égout dans le secteur, conformément à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral de la zone.

La filière d'assainissement se décomposera en :

- une station de relevage, au nord-est des bureaux, qui recueillera les eaux usées brutes et les refoulera vers l'unité commune de prétraitement
- un réseau d'amenée d'eaux brutes
- un ensemble de prétraitement comprenant un dégrilleur, une fosse toutes eaux et un préfiltre décolloïdeur,
- un poste de relevage pour alimenter le dispositif de traitement
- un dispositif de traitement composé d'un tertre d'infiltration drainé de 300 m² divisé en deux unités identiques de 150 m² chacune

Le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) a délivré un avis technique favorable le 8 septembre 2017.

5122)- Eaux pluviales :

En dehors des eaux qui s'infiltrent au sol au droit des espaces libres, les eaux pluviales sont constituées :

-des eaux de toiture : Le rejet de ces eaux pluviales est limité à 50 l/s/hectare soit 214 l/s pour 42 750 m² de surface. La régulation est basée sur un retour de 30 ans. Etant donné l'activité de l'entrepôt, ces eaux ne sont pas susceptibles d'être polluées.

La collecte de ces eaux est réalisée par un réseau situé sous le bâtiment et passant sous la voie pompier au nord du bâtiment (le long de la rue Mat Ricca). Ce réseau rejoint un bassin de rétention et régulation des eaux pluviales (Bassin 1 non étanche, de volume 2108 m³), avant le rejet sur le réseau public via la roubine secondaire le long de la voie d'accès, conformément au Cahier des Charges de Cession de Terrain. Cette roubine secondaire se rejette dans la roubine primaire (au-delà du Lot A5 au Sud-Ouest) qui évacue les EP du secteur Fos Distriport vers la Mer Méditerranée.

-des eaux de voirie :

Les eaux de voirie se chargent de matières en suspension et d'hydrocarbures.

La collecte de ces eaux est réalisée par un réseau situé sous la cour camion au sud du bâtiment. Ce réseau collecte également les voies d'accès et se jette dans un bassin de rétention incendie et de régulation des eaux pluviales (Bassin 2 de volume 1422 m³).

Ce bassin est étanche, son fond étant constitué d'un revêtement géotextile.

Il est équipé d'une vanne de barrage et d'un régulateur de débit en sortie de bassin.

Un séparateur à hydrocarbures sera installé après la vanne sur l'exutoire avant le rejet dans le bassin des eaux de toiture (Bassin 1). Le réseau est prévu en gravitaire.

5123)- Eaux d'extinction d'un incendie :

Comme les eaux pluviales de voirie, elles seront déversées dans le Bassin 2, pour contrôle et décantation. Ce Bassin 2 est surdimensionné par rapport au besoin de collecte des eaux pluviales de voiries, afin d'assurer également la collecte des eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre.

Une vanne martelière permettra de fermer le rejet sur le Bassin 1, notamment pour assurer la rétention des eaux d'extinction d'incendie dans le Bassin 2.

5124)- Eaux polluées par déversement accidentel :

Un Bassin 3 de volume 280 m³, étanché, servira à la rétention d'effluents pollués en cas de fuite accidentelle de produits réglementés

52)- Pollution de l'air :

Les activités de stockage et de réception/préparation de commandes/expéditions ne génèrent pas directement d'émissions atmosphériques..

Les émissions atmosphériques sont liées :

- à la charge des accumulateurs : rejet atmosphérique d'hydrogène. L'émission se fera par l'extracteur du local de charge d'accumulation ;
- au trafic routier engendré par les activités du projet : émissions des gaz de combustion moteur (CO₂, CO, NO_x, poussières) ;
- au rejet des installations de combustion des chaufferies au gaz naturel.

Les installations n'émettront pas d'odeur ; en phase de fonctionnement normal des installations, il n'y aura pas de largage de polluants atmosphériques susceptibles d'influer sur la faune et la flore.

Les événements accidentels pouvant conduire à de telles conséquences reposent sur l'incendie (tels que développés dans l'étude de dangers du dossier).

Le risque de pollution atmosphérique apparaît limité et maîtrisé.

53)- Bruit et vibrations :

Une campagne de mesures de bruit réalisée sur le terrain d'implantation du projet établit que le niveau de bruit existant est relativement important.

Effectuant une activité d'entreposage de produits, le site ne sera pas susceptible de générer des émissions sonores autres que le trafic des camions.

Les niveaux sonores liés au trafic routier varient de façon aléatoire en fonction de l'activité et de la succession des véhicules.

Les manutentions seront réalisées principalement à l'intérieur des bâtiments avec des chariots de type électrique, non bruyants.

Certains équipements techniques pouvant engendrer du bruit (chaudière, motopompes, sprinklers...), des dispositions seront prises afin de réduire ces nuisances (conception des installations, localisation des locaux...).

Les alentours du site (zone industrielle) sont dépourvus d'établissements sensibles ou d'habitations. Le voisinage immédiat est constitué d'activités de services et de stockages.

54)- Déchets :

Les quantités de déchets générées par l'activité logistique sont peu élevées et constituées en majeure partie de déchets valorisables (cartons, papiers).

Les bureaux et locaux sociaux généreront des ordures ménagères.

Les opérations d'entretien généreront des déchets divers : déchets métalliques, boues minérales, huiles, batteries usagées, tontes de gazon, élagages...

Les déchets générés sur le site seront principalement des déchets banals (palettes cassées, cartons détériorés, films plastiques).

Les principes suivants seront mis en oeuvre sur le site pour garantir le respect de l'environnement et la protection de la santé publique :

- le mode de stockage des déchets sur le site, avec une durée de stockage limitée, un stockage sur des aires imperméabilisées, un stockage sur rétention pour les déchets liquides,
- séparation des déchets selon leur nature,
- les filières de gestion des déchets. La gestion des déchets sur le site sera établie en respect des réglementations en vigueur : les déchets seront éliminés auprès de sociétés dûment autorisées avec mise en place d'une procédure de suivi pour les déchets dangereux.

55)- Accès au site et trafic routier :

Le site du projet VIRTUO FOS 1 est approché depuis la RD268 qui longe la ZIP de Fos-sur-Mer en limite Nord-Ouest, et donne accès à la Route du Mât de Ricca.

La Route du Mât de Ricca est une voie structurante Nord-Ouest/Sud-Est de la ZIP de Fos-sur-Mer. Elle intersecte la Rue de Miami, voie en impasse qui dessert le projet au droit de la palette de retournement aménagée à son extrémité.

Cette séquence d'accès au site est adaptée à la typologie et à l'ampleur du projet VIRTUO FOS 1.

Le site du projet VIRTUO FOS 1 dispose de trois accès distincts depuis les espaces publics environnants :

- un accès principal, dédié aux poids lourds, aménagé à l'angle Ouest de la parcelle depuis la Rue de Miami. Seuls les poids lourds sont autorisés à pénétrer sur les aires de manoeuvre. Cet accès est fermé par des portails coulissants en dehors des horaires d'ouverture du site. Un contrôle d'accès fonctionnel (barrières levantes) intervient au droit du poste de garde (BATIMENT B).
- un accès dédié à l'entrée/sortie des véhicules légers, aménagé à l'angle Ouest de la parcelle depuis la Rue de Miami. Cet accès est fermé par un portail coulissant en dehors des heures d'ouverture du site. La zone de stationnement des véhicules légers est desservie depuis cet accès

- un accès réservé aux services d'incendie et de secours, aménagé en limite Nord-Est de la parcelle. Cet accès d'un usage exceptionnel est fermé par un portail ouvrant. Il exploite un accès existant au Lot A6 depuis la route du Mât de Ricca.

Le stationnement des véhicules légers est assuré sur un parking aménagé en pignon Nord-Ouest du BATIMENT A, très facilement accessible depuis le point d'entrée des véhicules légers sur le site. Ce parking totalise 73 places, dont 2 places adaptées et réservées aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) positionnées au plus près du cheminement d'accès des piétons.

Il est divisé en deux zones :

- Un espace de 5 places (dont 1 PMR) dédié aux visiteurs, implanté au plus près du BATIMENT B pour les opérations de contrôle d'accès des piétons
- Un espace de 68 places (dont 1 PMR) dédié au personnel.

Le projet comprend également la création de 8 places de stationnement poids lourds internes au site.

Le trafic routier induit par l'activité de la plateforme VIRTUO FOS 1 représentera en moyenne 200 camions et 140 véhicules légers par jour (soit $340 \times 2 = 680$ mouvements). Ce trafic s'ajoutera au trafic actuel de la RD268, qui est estimé actuellement à 13000 véhicules par jour, induisant une augmentation de 5% environ de ce trafic.

Classée route à grande circulation, la RD268 -artère de desserte du GPMM et du territoire communal de Port-Saint-Louis-du-Rhône - supporte un trafic élevé avec un taux important de poids lourds (avoisinant 30 %) en constante progression.

De plus, la qualité de cet axe routier et son caractère rectiligne génèrent des comportements inciviques chez les usagers qui pratiquent des vitesses souvent très supérieures aux vitesses autorisées.

Le Conseil Départemental, gestionnaire de la RD268, envisage de requalifier cet axe en procédant à un aménagement à 2 x 2 voies entre La Fossette et le carrefour du Mât de Ricca.

Ce projet figure au programme des opérations routières prises en considération par le Département et est inscrit au Schéma Directeur Routier Départemental.

Une Fiche Opération du Conseil Départemental 13 datée de mars 2016 propose de renforcer et aménager la plate-forme existante afin de la rendre compatible avec les flux routiers à l'horizon 2020 : 16 000 véhicules/jour dont 5 000 poids lourds.

56)- Etude de Dangers :

Le dossier d'autorisation d'exploiter comporte une Etude de Dangers exhaustive (comportant 142 pages) qui expose :

-l'identification et la caractérisation des potentiels de dangers :

- externes au site : vent, foudre, inondations, séismes, incendies de végétation, infrastructures et activités voisines, actes de malveillance
- internes au site (erreur humaine)
- liés aux produits stockés (combustibles, inflammables)
- liés aux installations techniques (locaux de charge de batteries, chaudières au

gaz naturel, motopompes diesel pour sprinkler, installations électriques)

-liés aux facilités (circulation sur le site, réceptions/expéditions, interventions d'entreprises extérieures)

-les mesures prises pour réduire les potentiels de dangers

-l'organisation de la sécurité

-une étude accidentologique :

Pour une plate-forme logistique du type de celle qui sera exploitée par VIRTUO FOS 1, le principal potentiel de danger est lié aux produits stockés et à leur caractère combustible.

Les mesures prévues qui contribuent à réduire les potentiels de danger reposent essentiellement sur des principes d'atténuation et de limitation des effets.

Il s'agit notamment :

- de l'ensemble des dispositions constructives qui seront adaptées aux produits stockés et conformes à l'arrêté du 11/04/17.
- de la maîtrise des produits stockés (nature, quantités). Une sous-cellule de produits dangereux destinée à accueillir aérosols et liquides inflammables est prévue pour le projet.
- de l'organisation générale en matière de sécurité

A l'issue de l'analyse préliminaire des risques réalisée dans l'étude de dangers, les situations dangereuses retenues représentant le danger maximal sont :

- A1 : « incendie d'une cellule de stockage » générant des flux thermiques
- A2 : « incendie d'une cellule de stockage » générant des fumées toxiques
- B1 : « incendie de la sous-cellule de produits dangereux – cas d'un stockage de liquides inflammables » générant des flux thermiques
- B2 : « incendie de la sous-cellule de produits dangereux – cas d'un stockage d'aérosols » générant des flux thermiques

Le risque de chute d'aéronef, s'il existe, reste extrêmement peu probable du fait de l'interdiction de survol de la ZIF et de la sensibilisation des pilotes de la base aérienne d'Istres à l'environnement industriel.

-une modélisation des flux thermiques :

Conformément à l'arrêté du 11 avril 2017, les cartographies des flux thermiques présentées dans l'Etude de Dangers mettent en évidence que les distances atteintes sont conformes aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement..

Les scénarii envisagés présentent un risque final acceptable pour l'environnement du projet, compte tenu des mesures de prévention et de protection qu'il est prévu

de mettre en place au niveau des installations.

Les fumées et gaz de combustion présentent un risque d'impact faible pour les populations environnantes. Ce risque sera toutefois patent pour le personnel présent dans l'entrepôt et pour les services de secours, qui devront en être avertis et prémunis.

-les équipements de sécurité, moyens de secours et d'intervention : Les cellules de stockage seront équipées de moyens de détection et d'alarme, murs coupe-feu, système d'extinction automatique, bornes incendie, extincteurs.

-le réseau incendie :

Le réseau d'adduction d'eau existe à ce jour sur la ZIP.

La canalisation principale (Ø250) passe dans le bas-côté de la voie secondaire d'accès au site. La desserte du terrain est faite au moyen de deux branchements en Ø 250.

Les besoins en eau incendie sont évalués à 720 m³/h durant 2heures.

Le réseau d'adduction n'assurant qu'un débit de 600 m³/h, une citerne basse de 240 m³ (soit 120 m³ x 2h) sera implantée dans l'angle nord-est du terrain en dehors des flux thermiques.

6)- L'ENQUETE :

61)- Publicité de l'enquête :

L'article 7 de l'arrêté du 18 janvier 2019 stipule qu'un avis au public précisant la nature de l'installation, l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique, le nom du commissaire enquêteur, les lieux, jours et heures où ce dernier recevra les observations des intéressés ainsi que les lieux où il pourra être pris connaissance du dossier, l'adresse du site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête (à défaut l'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions) sera affiché par les soins des maires concernés, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique.

L'avis au public a été régulièrement affiché aux lieux et places accoutumés des communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos-sur-Mer (du 22 janvier 2019 au 18 mars 2019) ainsi qu'en attestent les certificats d'affichage établis par les maires de ces deux communes, joints en annexes N°1 et N°2 du présent Rapport.

Le commissaire enquêteur a pu constater l'affichage de l'avis aux panneaux d'affichage sis dans les halls d'entrée des deux mairies, pendant toute la durée de l'enquête.

L'avis au public a également fait l'objet de publications par les soins du Préfet des Bouches-du-Rhône dans deux journaux locaux ("La Provence" et "La Marseillaise"). (jointes en annexe N°4 du présent Rapport)

62)- Constitution du dossier d'enquête :

Le dossier d'enquête était constitué des documents suivants :

PIECE 1 : Registre d'Enquête Publique à feuilles fixes ouvert et paraphé par mes soins, déposé en Mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône (bâtiment de la Direction des Services Techniques Municipaux sis Villa Pec Camargue, avenue Marcel Baudin, 13230), et tenu à la disposition du public du vendredi 15 février 2019 au lundi 18 mars 2019.

PIECE 2 : Registre d'Enquête Publique à feuilles fixes ouvert et paraphé par mes soins, déposé en Mairie de FOS-SUR-MER, et tenu à la disposition du public du vendredi 15 février 2019 au lundi 18 mars 2019.

PIECE 3 : Arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 18 janvier 2018

PIECE 4 : Avis d'enquête publique unique

PIECE 5 : Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 26/9/2018 et du 17/1/2019

PIECE 6 : Mémoires en réponses de VIRTUO SARL du 12/12/2018 et du 22/1/2019

PIECE 7 : Avis de l'Agence Régionale de Santé PACA (ARS)

PIECE 8 : Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

PIECE 9 : Contribution de la DDTM à l'instruction du dossier (en date du 9/3/2018)

PIECE 10 : deux dossiers en deux exemplaires (un exemplaire par mairie concernée) concernant chacun :

- un dossier de demande d'autorisation environnementale au titre des ICPE

- un dossier de demande de permis de construire

réalisés avec le concours du Bureau Veritas, Service Environnement-Maîtrise des risques.

Ces dossiers sont respectivement constitués des pièces suivantes :

A)-Demande d'autorisation environnementale :

- dossier de demande

- annexes du dossier de demande :

- Annexe 1 – Délibération du Conseil de Surveillance du GPM concernant la vente des lots A5 et A6 à la société VIRTUO

- Annexe 2 – Plans règlementaires du projet VIRTUO FOS 1

- Annexe 3 – Extrait du K-bis

- Annexe 4 – Note de principe des fondations du projet VIRTUO FOS 1

- Annexe 5 – Note de principe de désenfumage du projet VIRTUO FOS 1

- étude d'impact

- annexes de l'étude d'impact :

- Annexe 1 : Arrêtés préfectoraux relatifs à l'aménagement de la zone Distriport

- Annexe 2 : Mesures de bruit – état initial

Annexe 3 : Données climatiques
Annexe 4 : Volet naturel de l'étude d'impact – juillet 2018
Annexe 5 : Règlements d'urbanisme
Annexe 6 : études de définition de filières d'assainissement autonomes
Annexe 7 : Evaluation simplifiée des incidences sur les zones Natura 2000
Annexe 8 : Notes de principe des réseaux VRD
Annexe 9 : Notices paysagères
Annexe 10 : Courriers du Maire et du GPMM sur la remise en état du site après exploitation

-étude de dangers

-annexes de l'étude de dangers :

Annexe 1 : Fiche détaillée Géorisques
Annexe 2 : ARF des projets VIRTUO FOS 1 et VIRTUO FOS 2
Annexe 3 : Calculs D9/D9a pour le projet VIRTUO FOS 1
Annexe 4 : Calculs D9/D9a pour le projet VIRTUO FOS 2
Annexe 5 : Caractéristiques techniques des réserves incendie souples
Annexe 6 : Accidentologie des entrepôts
Annexe 7: Méthodologie Flumilog
Annexe 8 : Etude de dispersion de fumées toxiques
Annexe 9 : Méthodologie Veriflux
Annexe 10 : Notes de calcul – Modélisations flux thermiques projet VIRTUO FOS 1
Annexe11: Notes de calcul – Modélisations flux thermiques projet VIRTUO FOS 2

-note de présentation non technique

B)-Demande de permis de construire :

-dossier de demande

-imagerie

-annexes du dossier de demande :

Annexe1 : Engagement du Maître d'Ouvrage à respecter les règles générales de la construction
Annexe 2 : Engagement du Maître d'Ouvrage à respecter les règles parasismiques
Annexe 3 : MAIRIE DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE – Certificat d'Urbanisme en date du 19 Avril 2017
Annexe 4 : BUREAU VERITAS - Dimensionnement des besoins en eau pour la défense incendie – Règle D9
Annexe 5 : BUREAU VERITAS - Dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction – Règle D9A

- Annexe 6 : BUREAU VERITAS – Extrait du dossier de Demande d'Autorisation Environnementale
- Annexe 7 : HTC – Principe de Réseaux / VRD
- Annexe 8 : HTC - Principe de Désenfumage
- Annexe 9 : PC 11-2 - SIAF INGENIERIE – Etude de définition de la Filière d'assainissement autonome
- Annexe 10: PC 13 – Attestation de prise en compte du Plan de Prévention des Risques / Etude PPRI
- Annexe 11 : PC 16-1 – HTC – Attestation RT2012
- Annexe 12 : PC 30 – Cahier des Charges de Cession des Terrains (CCCT) de la ZAC de Fos-sur Mer / Secteur FOS DISTRIPORT
- étude d'impact (idem demande d'autorisation environnementale)
- annexes de l'étude d'impact (idem demande d'autorisation environnementale)

Au total environ 1800 pages et de nombreux documents graphiques.

63)- Déroulement de l'enquête :

Le 17 janvier 2019, de 15h50 à 16h30 le commissaire enquêteur s'est rendu en Préfecture pour un entretien avec M.GILLARDET, pour paraphe du registre d'enquête mis à la disposition du public en préfecture et pour retrait des volumineux dossiers d'enquête publique à déposer dans les deux mairies concernées.

Le 5 février 2019, de 13h30 à 14h, le commissaire enquêteur a rencontré au siège de l'enquête M. Anthony DESGRES (Service Risques Majeurs/Pôle Développement de la ville de Fos sur Mer) pour s'assurer de la préparation des aspects matériels des permanences et constater sur le panneau d'affichage la présence réglementaire de l'avis au public.

Ensuite, de 14 h à 16h00, j'ai tenu une réunion avec M. Paulo FERREIRA, Directeur Associé de la société VIRTUO et responsable du projet VIRTUO FOS 1. Cette réunion a permis un balayage général du dossier et l'éclaircissement de quelques points particuliers, notamment sur l'historique du projet. La rencontre s'est achevée par la visite des lieux du projet, où le commissaire enquêteur a pu constater sur place l'affichage réglementaire de l'avis au public.

Le 8 février 2019, de 15h à 16h, toujours préalablement à l'ouverture de l'enquête, j'ai rencontré Mme Nathalie MAESTRE, Responsable du Pôle Urbanisme et Environnement de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans son bureau du bâtiment de Direction des Services Techniques Municipaux sis Villa Pec Camargue, avenue Marcel Baudin à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Cette rencontre s'est achevée par la visite du siège de l'enquête (Hôtel de Ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône) pour s'assurer de la préparation des aspects matériels des permanences et constater sur place l'affichage réglementaire de l'avis au public.

Le 15 février 2019 au matin, jour d'ouverture de l'enquête, j'ai paraphé le registre d'enquête à conserver en Mairie de Fos sur Mer.

Ouvrant ensuite une première permanence à Port-Saint-Louis-du-Rhône, j'ai paraphé le registre d'enquête, consulté les documents constitutifs du dossier d'enquête à conserver au bâtiment de la Direction des Services Techniques Municipaux sis Villa Pec Camargue, avenue Marcel Baudin, 13230, et énumérés ci avant.

Le 13 mars 2019 de 14h à 16h j'ai rencontré Mme Magali DEVEZE (Chef du Département Valorisation Domaniale et Développement Durable au GPMM), pour étudier le problème que pose la prise en compte des enjeux biodiversité à l'implantation de nouveaux entrepôts logistiques sur la zone Distriport.

Les dossiers d'enquête et les registres d'enquête ont été maintenus à la disposition du public en ces locaux, les jours ouvrés aux horaires d'ouverture pendant toute la durée de l'enquête.

La concertation du public s'est déroulée comme prévu du 15 février 2019 au 18 mars 2019 et a appelé une question du public qui est traitée plus loin (§71 Observations du public).

Les registres d'enquête, commencés le 15 février 2019, ont été clos et signés par moi-même le 18 mars 2019, à l'expiration du délai d'enquête.

Le commissaire enquêteur a été à la disposition du public en mairies de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos sur Mer comme prévu :

-à Port-Saint-Louis-du-Rhône les :

- vendredi 15 février 2019 de 9h à 12h
- jeudi 21 février 2019 de 14h à 17h
- vendredi 1er mars 2019 de 14h à 17h
- mercredi 6 mars 2019 de 9h à 12h
- lundi 18 mars 2019 de 14h à 17h

-à Fos-sur-Mer les :

- lundi 18 février 2019 de 9h à 12h
- vendredi 8 mars 2019 de 14h à 17h

Les dossiers d'enquête et les registres d'enquête ont été mis à la disposition du commissaire enquêteur dès le lundi 18 mars 2019 et jusqu'à la remise du présent Rapport et des Conclusions séparées à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Le lundi 25 mars 2019 de 9h00 à 12h00, j'ai rencontré à La Fossette M. Paulo FERREIRA, responsable du projet VIRTUO FOS 1, pour lui communiquer les diverses observations, remarques et réserves recueillies, évoquer les solutions envisageables et lui remettre en mains propres le procès verbal de synthèse.

7)- EXAMEN DES CONTRIBUTIONS :

71)-Observations du public :

Une question a été formulée par Mme Nathalie MAESTRE (de Port-Saint-Louis-du-Rhône), par écrit sur le registre d'enquête :

« La société VIRTUO estime à 140 le nombre quotidien de véhicules légers pouvant intervenir sur le site, pour un effectif d'environ 60 employés. Quelle explication donner à cet écart ? »

L'explication est rapportée au §21 du présent rapport (Aspects socio-économiques) : L'effectif du site est estimé à environ 120 personnes, mais le travail pourra être réalisé en deux postes, du lundi au dimanche. Si chaque employé est seul dans son véhicule et si l'on compte une vingtaine de visiteurs en plus, l'estimation de 140 véhicules légers quotidiens est réaliste.

Le dimensionnement du parking VL (73 places) correspond à l'effectif moyen de 60 personnes par poste.

72)- Contributions des Personnes et Organismes Associés (POA) :

Ces contributions font l'objet du Procès Verbal de Synthèse (joint en annexe 7 du présent Rapport) élaboré par le commissaire enquêteur et remis en mains propres au pétitionnaire le 25 mars 2019.

Les réponses du pétitionnaire sont rapportées dans son Mémoire en Réponse (joint en annexe 8 du présent Rapport) lorsqu'elles n'appellent aucun développement particulier par le commissaire enquêteur.

Toutefois, deux séries d'observations, de remarques ou de recommandations présentent des caractéristiques particulières à plusieurs titres (leur auteur, leur implication, leur volume, leur cible,...). Il s'agit :

- de la circulation sur la RD268 qui dessert Distriport
- de l'incidence du projet sur l'environnement

Ces deux thèmes font l'objet du §73 ci-après (« Examen par le commissaire enquêteur »)

Contribution de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer :

Par courrier en date du 9 mars 2018 (PIECE 9 du dossier d'enquête) la DDTM formule notamment les observations suivantes :

- le pétitionnaire doit s'assurer que la construction n'impacte en aucune manière la nappe souterraine (*cf Mémoire en réponse*)
- l'instruction du dossier nécessite *a minima* une actualisation des données écologiques pour pouvoir compléter l'évaluation environnementale (*cf §732*)
- le porteur du projet est invité à se rapprocher du gestionnaire de la servitude PT2 (USID Istres) (*cf Mémoire en réponse*)

Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale :

La MRAE a été saisie (PIECE 5 du dossier d'enquête) :

- le 27 juillet 2018 par le préfet des BdR sur la base du dossier de demande d'autorisation environnementale pour le projet VIRTUO FOS 1.

Par courrier en date du 26 septembre 2018, la MRAE formule dix recommandations (en 18 pages).

- le 26 novembre 2018 par la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône sur le dossier de permis de construire la plate-forme logistique VIRTUO FOS 1.

Par courrier en date du 17 janvier 2019, la MRAE constate l'identité de l'étude d'impact à celle qui a été présentée lors de l'établissement de la demande d'autorisation environnementale, et n'ajoute rien aux avis présentés à cette occasion.

Cette contribution est traitée au §732 (Examen par le commissaire enquêteur) ci-après.

Avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) :

Par courrier (joint en annexe 5 du présent Rapport) en date du 22 février 2019 le CNPN constate :

- Absence de solutions alternatives à cette installation (sites abandonnés)
- Inventaires de flore et de faune incomplets
- Sous-évaluation des enjeux
- Effets cumulés avec d'autres projets analogues
- Aucune mesure d'évitement sérieuse
- Mesures compensatoires inadéquates

Le CNPN émet un AVIS DEFAVORABLE

Cette contribution est traitée au §732 (Examen par le commissaire enquêteur) ci-après.

Avis de l'Agence Régionale de Santé PACA (ARS) :

Par courrier (PIECE 7 du dossier d'enquête) en date du 10 novembre 2017 l'ARS :

- constate qu'il n'est pas fait référence aux derniers textes parus relatifs à la prévention et à la gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation
- constate que les risques sanitaires chroniques n'ont pas été quantifiés
- constate qu'il n'a pas été réalisé d'étude des effets sur la santé liés au trafic
- constate la non-conformité du système d'assainissement des eaux usées et demande la saisie du service public d'assainissement (SPANC) à ce sujet
- conseille au pétitionnaire de se rapprocher de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication (EID), du fait de l'implantation du moustique tigre
- prescrit la pose d'un dispositif anti-retour d'eau

Sous réserve de la prise en compte de ces observations, l'ARS donne un avis favorable implicite au projet.

(cf Mémoire en réponse)

Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

Par courrier (PIECE 8 du dossier d'enquête) en date du 8 novembre 2017 l'INAO donne un avis favorable implicite, dans la mesure où le projet n'affecte pas les activités liées aux AOC et IGP.

(cf Mémoire en réponse)

Avis de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône :

Le Conseil Municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône du 26 février 2019 émet un avis favorable au projet (joint en annexe 3 du présent Rapport), sous réserve notamment que la société envisage l'utilisation de la voie ferrée afin de réduire le trafic poids lourds.

Cette contribution est traitée au §731 (Examen par le commissaire enquêteur) ci-après, et dans le mémoire en réponse.

Avis de la ville de Fos-sur-Mer :

Par courrier en date du 7 mars 2019 (joint en annexe 6 du présent Rapport), le maire de la commune attire l'attention sur l'effet lié à l'accroissement du trafic routier (pollution, incidence sur la santé publique) et demande que le raccordement au réseau ferroviaire devienne une priorité.

Cette contribution est traitée au §731 (Examen par le commissaire enquêteur) ci-après.

73)- Examen par le commissaire enquêteur :

-731)- Concernant le trafic routier sur la RD 268 :

Le trafic prévu (200 camions et 140 véhicules légers par jour) par la Société VIRTUO FOS1 sur la plate-forme logistique de Distriport contribuera à augmenter le trafic routier sur la RD 268, constituée principalement d'une chaussée à 3 voies.

Au regard des capacités de cette route et des voies d'accès aux terminaux portuaires, le trafic actuel sur cet axe reste acceptable et n'engendre pas de phénomène de congestion.

Mais les projets de développement du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), les trafics routiers générés progressivement par les entreprises s'installant sur Distriport (dont VIRTUO FOS1 aujourd'hui) ainsi que l'accroissement du trafic de desserte de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône vers les communes voisines de l'Ouest de l'Etang de Berre (du fait de l'évolution démographique prévue pour cette commune), poseront vraisemblablement à terme des problèmes de sécurité (notamment de dépassements dangereux), à défaut de provoquer des difficultés majeures du strict point de vue de la capacité de desserte.

Le Conseil Départemental, gestionnaire de la RD268, envisage de requalifier cet axe en procédant à un aménagement à 2 x 2 voies entre La Fossette et le carrefour du Mât de Ricca.

Bien que VIRTUO FOS1 contribue à cette croissance du trafic routier par l'exploitation de son entrepôt, il apparaît toutefois difficile de lui imposer des réserves portant sur l'aménagement de cette voie d'accès qui ne relève pas de sa maîtrise d'ouvrage (l'aménagement de la RD268 relève du Conseil Départemental 13).

-732)- Concernant l'incidence du projet sur l'environnement :

Ainsi qu'exposé au §42 (Etat actuel du milieu) du présent rapport, les résultats du Volet Naturel d'Étude d'Impacts, rendus en juillet 2018 par le bureau d'études ECOMED, ont confirmé la présence d'espèces protégées pionnières et opportunistes sur les espaces remblayés.

La MRAe saisie sur le dossier ainsi complété a émis courant septembre 2018 des recommandations (PIECE 5 du dossier d'enquête) qui portaient notamment sur la prise en compte des enjeux biodiversité.

En novembre 2018, pour poursuivre les procédures d'instruction, les services de la Préfecture ont décidé que le GPMM devait porter une demande au titre du Code de l'Environnement qui dégagerait les maîtres d'ouvrage d'une obligation de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées (DEP). A cet effet, il a été demandé au GPMM d'engager une demande d'arrêté préfectoral complémentaire comprenant une dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées, en s'appuyant sur l'arrêté d'autorisation de 1995, modifié en 2007.

Le GPMM a déposé ce dossier de DEP le 10 décembre 2018

Les nouvelles mesures de compensation proposées par le GPMM s'appuient sur sa connaissance des milieux naturels et visent notamment à renforcer le potentiel de la zone de 11 ha (définie dans l'arrêté de 2007) par sa connexion à d'autres milieux préservés plus vastes, potentiel confirmé par les investigations d'ECOMED de 2018.

Ce nouveau dossier a été examiné par le Conseil National de Protection de la Nature (CNPV).

Dans son avis (joint en annexe 5 du présent Rapport) rendu le 22 février 2019, le CNPV considère notamment que le dossier de demande de dérogation ne respecte pas toutes les conditions d'octroi prévues par les textes en cas de destruction d'espèces protégées, et prononce un avis défavorable.

Les deux contributions évoquées ci-dessus (MRAe et CNPV) ont en commun le fait d'évaluer globalement les impacts de la plateforme Distriport plutôt que de rester focalisés sur l'objet de la présente enquête publique : l'implantation du projet VIRTUO FOS 1.

En effet, la plupart des dix recommandations émises par la MRAe font référence à un périmètre d'étude à l'échelle de la zone Distriport, et l'une des principales insuffisances du dossier relevées par MRAe l'énonce clairement :

« Les enjeux et impacts auraient dû être appréhendés de manière globale à l'échelle du projet de la zone logistique Distriport »

Pour le CNPV :

« Il est constaté (et reproché) que le GPMM n'adopte pas la démarche des autres ports autonomes métropolitains qui ont depuis des années réalisé un inventaire global de leur espace concédé en matière d'habitats naturels et de répartition des espèces de flore et de faune qui les habitent + définition des fonctionnalités écologiques existantes, donnant lieu à un schéma d'aménagement prospectif de leur territoire... »

Sur ce constat, il apparaît que le commissaire enquêteur ne pourra se forger un avis motivé sur le projet qu'après avoir clairement distingué les mesures qui relèvent de la responsabilité de l'aménageur (GPMM) de celles qui incombent au promoteur (VIRTUO).

8)- CONCLUSION :

Au terme de cette enquête publique, nous constatons qu'elle s'est déroulée dans les conditions prévues par les textes en vigueur et en conformité avec l'Arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône et de ses instructions, en date du 18 janvier 2019.

La prise en compte des éléments figurant au dossier, les informations obtenues et les investigations effectuées, permettent au commissaire enquêteur de formuler son avis motivé, objet de deux rapports séparés (concernant respectivement l'Autorisation Environnementale et le Permis de Construire), qui sont joints au rapport d'enquête.

Fait à Martigues, le 15 avril 2019
par le commissaire enquêteur



Christian MONTFORT

Pièces jointes en annexe

PIECES ANNEXES

AU RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

- Annexe 1 : Certificat d'affichage de l'avis au public (Port-Saint-Louis-du-Rhône)
- Annexe 2 : Certificat d'affichage de l'avis au public (Fos sur Mer)
- Annexe 3 : Extrait du registre des délibérations - Conseil Municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône du 26 février 2019
- Annexe 4 : Publications dans deux journaux locaux ("La Provence" et "La Marseillaise")
- Annexe 5 : Avis du CNPN en date du 22 février 2019
- Annexe 6 : Courrier en date du 7 mars 2019 de la ville de Fos-sur-Mer
- Annexe 7 : Procès verbal de synthèse
- Annexe 8 : Mémoire en réponse de VIRTUO au procès verbal de synthèse